

« Nous n'avons qu'une Terre »

Au lendemain de Stockholm, où les Nations Unies ont réuni pendant quinze jours les gouvernements de 113 pays autour de la préoccupation de l'environnement¹, l'ouvrage de Barbara Ward et René Dubos² mérite plus qu'un succinct compte rendu. Livre très complet et très courageux, c'est avant tout un *document* de première qualité, une exceptionnelle source d'information, un sujet de méditation aussi parce que, sobrement mais non sans généreuse lucidité, il pose les jalons d'une éthique de l'écologie dont Paul VI à plusieurs reprises³ a demandé la formulation et l'explicitation.

Le livre a une histoire ; elle en garantit la valeur en même temps qu'elle en consacre le crédit. Lorsque Mr Maurice Strong, Secrétaire Général de la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement humain, se trouva confronté à la tâche écrasante de la préparation des assises de Stockholm, il souhaita la rédaction d'un « rapport », sorte de « cadre intellectuel » indispensable aux travaux de la Conférence et de lieu de résonance aussi au service de l'opinion mondiale. Un groupe de 152 conseillers fut nommé : ces experts venus des quatre coins de la planète (ils appartenaient à 58 nations différentes) représentaient également des disciplines et des points de vue aussi divers que l'économie (avec notamment MM. Iglesias, Lundholm, Myrdal, Okita et Tinbergen), la biologie (e.a. MM. Bourlière, Duvigneaud, Gerasimov, Medawar, Obeng et von Baer), l'anthropologie (avec MM. El Hamamsy, Mead et Zuckerman), la physique (MM. Leprince-Ringuet, Piccard...), l'écologie (MM. Cole, Commoner, Pececi...), la psychologie du comportement (M. Lorenz...). A partir de 70 rapports initiaux concernant les divers secteurs intéressés, un premier texte d'ensemble fut rédigé par Barbara Ward (Lady Jackson) ; ancien éditorialiste de la B.B.C., économiste de renom, auteur de nombreux ouvrages et professeur à Columbia University (Chaire Albert Schweitzer consacrée au développement économique international), l'auteur joignait à la vaste compétence indispensable une plume exceptionnelle pour cette entreprise titanesque de fondre en un texte cohérent et lisible la substance de 70 rapports, souvent très techniques, concernant des secteurs très spécialisés et apparemment hétérogènes. René Dubos, médecin, bactériologiste de l'Institut Rockefeller et lauréat du prix

1. La Conférence des Nations Unies sur l'Environnement s'est réunie du 5 au 16 juin 1972, à Stockholm. Sur l'événement et son retentissement ecclésial, le lecteur se référera au dossier : l'Eglise et la Conférence des Nations Unies sur l'Environnement, dans *Doc. Cath.*, n° 1613, 668-689. Voir aussi E. L. BONÉ, *La Conférence des Nations Unies sur l'environnement*, Stockholm, juin 1972, dans *Rev. Théol. Louv.* 3 (1972) 492-495.

2. B. WARD & R. DUBOS, *Nous n'avons qu'une Terre*. Coll. Regards sur le Monde, Paris, Denoël, 1972, 23 × 14, 358 pp.

3. Notamment les interventions de Paul VI à l'Assemblée générale de la FAO (16 nov. 1970), *Doc. Cath.*, n° 1575, 1053, et à l'Institut International d'Etudes Juridiques (27 mars 1971), *ibid.*, n° 1584, 355 ; aux Nations Unies, lors de l'Assemblée de Stockholm, par le message du Pape au Secrétaire Général de la Conférence, *Oss. Rom.* 7 juin 1972, ou *IAS LXIV* (1972) 112-116.

Passano, fut alors sollicité pour présider le groupe d'experts qui devrait prendre connaissance de ce premier projet, en faire la critique et y apporter ses contributions personnelles. Le Secrétaire Général des Nations Unies précisait que la valeur essentielle du rapport « découlerait précisément du fait qu'il ferait état des connaissances et des avis des plus grands experts et des plus grands penseurs du monde entier quant aux relations entre l'homme et son habitat naturel, à un moment où l'activité de l'homme exerce sur l'environnement des effets aussi importants ».

Le livre présenté aujourd'hui par B. Ward et R. Dubos à l'opinion internationale⁴ est donc un document d'une exceptionnelle importance : tant par la qualité et la multiplicité de ses collaborateurs originels que par la diversité des secteurs traités ; tant par les circonstances de la publication que par l'urgence de la réflexion qu'elle suscite, *Nous n'avons qu'une Terre* constitue un événement de conscience planétaire. S'il est dû à l'initiative des Nations Unies et fait partie intégrante du matériel préparatoire de la Conférence de Stockholm, l'ouvrage n'est pourtant pas un document officiel des Nations Unies : il est un rapport adressé au Secrétariat de la Conférence. Oeuvre de personnalités mondiales le plus souvent étrangères à toute politique, fruit de leurs compétences respectives, il était essentiel qu'aucune contrainte ne lui soit imposée ni par les administrations gouvernementales ni par des organismes internationaux. Le document est libre de tout préjugé comme de tout a priori : son seul objectif au service des Nations Unies étant de fournir les renseignements fondamentaux susceptibles de permettre ultérieurement les décisions politiques et recommandations officielles. Et c'est un premier et considérable mérite de l'ouvrage. Nous ne connaissons pas d'équivalent dans le genre : un livre qui offre un traitement exhaustif, compétent, objectif, fouillé et accessible tout ensemble, des aspects multidisciplinaires du problème de l'environnement, maintenu pourtant à bonne distance de ce qui aurait pu devenir un traité d'écologie théorique, mais acceptant de pénétrer dans ses implications au niveau du concept délicat et mal défini de la qualité de la vie humaine.

Car la santé écologique d'une planète où l'homme est considéré comme un élément perturbateur d'un système est une chose ; et il n'y a aucun doute que la plupart de nos difficultés actuelles en matière d'environnement découlent d'un mauvais comportement écologique de l'homme ! Mais l'humanité de l'homme à préserver en

4. L'ouvrage paraît simultanément chez 8 éditeurs et en 9 langues : en anglais chez W. W. Norton & Co à New-York, et André Deutsch Ltd. à Londres ; chez Arnoldo Mondadori à Rome ; Kankyo Kagaku Kenkyu Jo à Tokyo ; Uitgeverij Contact, N.V. à Amsterdam ; au Fondo de Cultura Económica à Mexico ; au Samlerens Forlag à Copenhague et à Bokforlaget Forum AB à Stockholm, pour ne pas citer l'édition française ici présentée.

est une autre, et plus essentielle encore, et c'est même l'objectif finalement prioritaire pour préciser la qualité physique et spirituelle des relations entre l'homme et la terre. L'homme est en train d'achever de coloniser la planète : « apprendre à la gérer intelligemment est devenu un impératif d'une extrême urgence. L'homme doit accepter la responsabilité de la gestion de la terre. Le mot *gestion* implique qu'il s'agit de l'administrer pour le compte de quelqu'un d'autre. En raison de leurs convictions scientifiques, sociales, philosophiques et religieuses, les spécialistes de l'environnement ont certes des points de vue différents quant à la nature de ce « quelqu'un d'autre » pour le compte de qui ils doivent « gérer » la planète ; mais ce qui importe pratiquement — et telle est bien la fonction exacte de la conférence des Nations Unies — c'est de définir ce qui devrait être fait pour que la Terre reste un lieu où les êtres humains puissent vivre, non seulement maintenant, mais aussi au cours des générations futures »⁵.

Une première partie de l'ouvrage (*L'Unité de la planète*, pp. 23-62) brosse un tableau rapide du déséquilibre et du conflit progressivement apparu entre les deux mondes de l'homme : biosphère dont il a hérité et technosphère qu'il a créée — commerce, industrie, science ayant établi graduellement, sans mesure ni réflexion, un nouvel ordre technologique dont les dieux désormais — pour reprendre les termes de Francis Bacon — sont les idoles du marché et celles de la tribu...

A l'échelle de la nation comme au niveau de la planète, le prix de la prospérité est un déséquilibre : dans l'établissement des coûts industriels, dans les schémas des premières villes, dans le cadre de l'environnement et des valeurs humaines, et par voie de conséquence jusqu'à l'inégalité sociale sans cesse accrue, entre riches et pauvres d'une même société d'abord, entre un « Nord » développé et un « Sud » non encore modernisé — bref l'extension à la dimension de l'humanité de la coexistence des deux nations stigmatisée par Disraeli dans l'Angleterre du XIX^e siècle. « Si tout ce que l'homme peut offrir aux futures générations, c'est le mélange d'expansion scientifique, de cupidité économique et d'arrogance nationale qu'on constate actuellement, alors notre planète a peu de chances de fonctionner encore normalement et notre humanité d'atteindre en bonne condition l'an 2000 »⁶.

Pour remédier à cette situation, une connaissance exacte de nos lacunes est le premier pas vers la sagesse que notre puissance écrasante exige de nous. C'est donc à un inventaire précis que Ward et Dubos s'attachent dans les 2^e et 3^e parties de l'ouvrage (*Les Unités de la Science et les Problèmes de la Technologie*, pp. 63-223). Une biosphère unique et vulnérable, au sein de laquelle l'*Homo sapiens* — partie intégrante du système naturel — est pourtant capable de

5. Pp. 13-14.

6. P. 62.

comprendre, de manipuler, de commander et de conquérir : tel est l'enjeu de la nouvelle économie planétaire. Dans les pays développés, il est essentiellement trois secteurs de la production-consommation dans lesquels la satisfaction imprudente de désirs innombrables peut s'opposer aux besoins essentiels, sociaux et écologiques : coûts de production calculés sans tenir compte des faux frais supplémentaires causés par les déséquilibres économiques externes, c'est-à-dire le prix de la pollution ; pression d'une urbanisation moderne chaotique ; risques grandissants de pénurie (en matières premières, ressources diverses et énergie) au rythme d'une croissance économique continue.

Le prix de la pollution est longuement calculé : la seule pollution de l'air se chifferrait pour les seuls U.S.A. à quelque 10 milliards de dollars par an. Cette détérioration de l'atmosphère résulte essentiellement de la combustion nécessitée par la production sans cesse accrue de la puissance électrique et par la généralisation de l'automobile, dont le coût social devient exorbitant ; ces données, s'ajoutant à la sérieuse diminution des réserves pétrolières et à l'encombrement de l'espace urbain, nous contraignent à repenser la technologie des transports privés. Pollution thermique, accumulation des éléments non-biodégradables, eutrophication : l'eau à son tour est gravement menacée ; rivières, lacs, et océans eux-mêmes progressivement empoisonnés, ainsi que quelques événements récents l'ont spectaculairement démontré (intoxication au mercure méthylé des pêcheurs de la Baie de Minamata, naufrage du Torrey Canyon, pollution des eaux du Rhin, hépatite des plages romaines de l'été 1971...). Le problème des pesticides (et il sort quelque 500 nouveaux composés de ce genre par an !) souligne le caractère d'interdépendance des systèmes naturels. Pour le bien résoudre tout en luttant efficacement contre les nuisances, il faudra accepter une hausse des principales denrées alimentaires et cette hausse entraîne une question de redistribution et de justice sociale. Car ceux qui sont responsables des nuisances sont rarement ceux qui ont à en pâtir...

L'urbanisation moderne, le plus souvent chaotique, pose un autre problème crucial : bien plus que la pollution des sols et l'évacuation des déchets (ce n'est pas une mince affaire pourtant, dans une société qui produit trois kilos de déchets solides par jour et par personne, 48 milliards de boîtes de conserve et 7 millions d'automobiles à la casse annuellement pour l'ensemble du pays : c'est le cas des États-Unis d'Amérique !), c'est l'utilisation même du sol et sa destruction irréversible, l'extension incontrôlée du peuplement dans des concentrations inhumaines, avec toutes les conséquences physiques, mais psychologiques aussi et socio-économiques que l'on sait ! En 1790, 95 % des Américains vivaient dans des villages de moins de 3000 habitants ; aujourd'hui New-York, ainsi que Paris, Moscou, Calcutta et Buenos-Aires rassemblent plus de sept millions de citadins : ces métropoles se développent deux fois plus vite que les villes de moindre importance, au point que l'extrapolation de ces tendances jusqu'en l'an 2000 aboutirait à ce que plus de 80 % de la population des pays développés résident dans le secteur urbain. Paris engloberait Rouen et Orléans ; New-York, Boston et Washington ; et la mégapole de Tokyo compterait trente millions d'habitants...

Si l'on ne réalise pas rapidement une étude des occupations rationnelles du sol, préalable à un vaste plan d'ensemble tenant compte de la variété des exigences de l'homme à l'égard de l'espace terrestre, qui n'est pas extensible, il n'en résultera ni « civilisation », ni « urbanisme », mais un fantastique désordre sur

le plan de l'environnement. Villes désertiques et sans âme, sous la pression d'une industrialisation forcée ; multiplication des poches d'habitat délabré où s'accumule une main-d'œuvre non qualifiée ; banlieues qui s'étirent indéfiniment, maigre et très provisoire remède contre l'oppression de la cité industrielle, grignotant graduellement la campagne et accroissant sans cesse la longueur et la fatigue des trajets et la tension qui en résulte : ce n'est déjà plus un pronostic ! De part et d'autre, la vitalité de la collectivité s'en trouve affectée, dans une dilution de la solidarité et de la responsabilité : les barrières ethniques se dressent entre la ville et ses banlieues, avec rupture du système écologique qui devrait en contrôler les échanges humains, culturels et économiques. Le maire de New-York doit faire face à des coûts d'entretien et de développement croissants, tandis que les citoyens fortunés, susceptibles d'y contribuer, se soustraient à l'impôt en fuyant à 40 ou 100 km. de Manhattan... La Roumanie et les Pays-Bas, la Grande-Bretagne aussi dans une moindre mesure pourtant, ont ainsi entrepris avec succès une planification de l'environnement urbain à l'échelon national : hiérarchie du paysage et de l'habitat, compréhension des conditions spéciales, réaction créatrice aux forces de changement dynamique, rejet d'un développement uniquement fondé sur le déterminisme économique, recherche de schémas qui satisfassent un nombre croissant de besoins humains : tels sont les éléments essentiels d'une écologie pratique à la mesure d'un pays ; contrôle serré de l'utilisation de la terre, préservation des schémas naturels de la vie, surveillance de la monoculture extensive, protection de la nature, étude des équilibres, des cycles, des habitats et des espèces, mise à l'abri dans des « banques génétiques » des graines et des cellules reproductrices menacées : voilà pour la campagne et pour les régions sauvages l'indispensable politique pour prévenir le cataclysme sans remède.

Mais un troisième grand problème retient l'attention de l'écologiste planétaire : c'est le risque grandissant de pénurie. Tant au point de vue des matières premières que de l'énergie nécessaire, notre civilisation industrielle fait appel à des quantités sans cesse accrues. Chaque nouveau bébé qui apparaît dans l'économie américaine consomme annuellement un million de calories, et l'équivalent de 13 tonnes de charbon ou de 12.000 litres d'essence. Bientôt il utilisera pour ses besoins divers, et annuellement, 10 tonnes d'acier, 150 kg. de cuivre et autant de plomb, 100 kg. d'aluminium et de zinc. Pour satisfaire tous ces besoins, les routes, les chemins de fer et les avions de fret transportent 15000 tonnes de marchandises par km. et amènent à sa porte les postes de TV, la machine à laver, le réfrigérateur que possèdent 70 % de la population des USA. Ce bébé n'est pourtant que la 200 millionième partie de 6 % de la population du globe : sans doute possède-t-il le plus haut standing au monde, mais il y a des raisons de penser que ce n'est après tout que le niveau que convoitent beaucoup de familles dans beaucoup d'autres pays, si la « révolution des espoirs naissants » pouvait se donner libre cours. Ne faudra-t-il pas dès lors, à la longue du moins, céder sur un point : la taille de la famille ou le niveau de vie, si l'on veut assurer la survie de la planète ? L'ignorance où nous sommes de nos mines à découvrir ou encore inexploitées de ressources (gisements sous-marins et antarctiques notamment), davantage encore de notre nouvelle aptitude fondamentale à « remodeler » la matière et à utiliser les substituts plastiques, rend difficile voire impossible le calcul de la pénurie éventuelle de certaines substances et l'appréciation du danger qu'il y a à « dévorer » la planète ; et peut-être y a-t-il encore beaucoup à « dévorer » en ce domaine ! Mais du moins la dépense énergétique nécessaire pour permettre ces transformations, la montée corrélative des prix de revient et les dommages causés de ce chef à l'environnement conseillent-ils la circonspection. De toute manière la demande mondiale d'énergie croît à une allure exponentielle : de

l'ordre de 4 à 5 % par an, à peu près, ce qui signifie un doublement de la production d'énergie en 10 ans (et correspond théoriquement à la multiplication par le facteur 1000 tous les cent ans !). Techniquement il est peut-être possible de faire face, à brève ou moyenne échéance du moins, à un taux d'expansion aussi fantastique. Outre les combustibles minéraux (charbon, pétrole et gaz naturel) on peut songer à recourir à des énergies moins polluantes et peut-être moins mesurées (énergie hydroélectrique, éolienne, des marées et du soleil...). Provisoirement la solution la plus immédiate et la plus rentable demeure l'énergie atomique. Deux implications pourtant ne sauraient être perdues de vue : une grande augmentation des investissements d'une part, un impact majeur sur l'environnement de l'autre. Et le bénéfice tiré de l'énergie nucléaire vaut-il la peine de s'exposer au danger qu'elle représente ? De toute façon, en matière aussi grave, aucun pays, quel que soit son système politique, ne doit permettre que les règles de sécurité qui concernent le domaine nucléaire soient fixées par les personnes les plus directement intéressées à l'extension de l'industrie atomique. Les hommes et les femmes qui en décident doivent être complètement neutres. Or les citoyens ne peuvent avoir de certitude à ce sujet que si les fonctions de sécurité et de surveillance sont séparées des fonctions de promotion et de production.

Par ailleurs la sécurité et la lutte anti-pollution ne manqueront pas de relever considérablement le prix de revient de l'énergie atomique généralisée : encore que les calculs en la matière se révèlent particulièrement hasardeux et délicats, la *National Urban Coalition* estime que pour garantir un environnement décent, il faudrait ajouter dans ces circonstances quelque 100 milliards de dollars aux dépenses fédérales pendant les cinq prochaines années...

D'aucuns estiment qu'il faut de toute manière limiter la croissance et viser plutôt le bonheur national brut que le produit national brut ! On connaît les théories du *Club de Rome* ; on se rappelle les affrontements de MM. Mansholt et Pulinck à la télévision belge. De part et d'autre, chez les tenants de la croissance zéro comme parmi les partisans de la théorie adverse, on compte des économistes sérieux, de compétence et de réputation internationales. C'est dire assez combien le sujet est complexe et comporte, plus encore que des aspects strictement techniques, des options de type « philosophique », des appréciations du moins de certains « impératifs » ou de certains soi-disant « essentiels ». Ce n'est pas le lieu ici de se risquer en une matière aussi délicate, technique et théorique tout ensemble. Croissance et environnement ne sont pas *manifestement* en opposition irréductible : encore y faut-il quelques conditions et notamment, nous dit-on, « que ce modèle honnête de consommation à croissance rapide et discrètement subventionné, qui a été pendant au moins cinquante ans celui de la plupart des sociétés développées, et a constitué le seul instrument que quelques-unes d'entre elles ont utilisé dans les conflits sociaux, ne soit plus suivi sans changement au XXI^e siècle ». Aussi bien, il y a des raisons d'espérer : une science de l'environnement est en train de naître : l'intérêt scientifique se déplace de façon sensible. Aux triomphes grisants de la physique et de l'industrie mécanique font aujourd'hui contrepoids des découvertes nouvelles : le déchiffrement patient des minutieux équilibres, des microéchanges et des structures fines des êtres vivants, dans leurs systèmes écologiques, complexes, vulnérables et solidaires. Parallèlement pourtant, les aspirations humaines se font plus exigeantes, et, malgré leur bonne volonté, les populations des pays développés gardent les œillères d'une vision souvent très étroite, pour ne pas dire égoïste. Tant qu'une solidarité internationale ne se sera pas incarnée dans les circonstances concrètes de la coexistence planétaire, la défense de l'environnement et de la qualité humaine de la vie ne viendra pas à bout de l'insécurité et du chaos qui les marquent aujourd'hui.

Ward et Dubos s'attachent, dans une quatrième partie de leur ouvrage, aux problèmes plus spécifiques des *pays en voie de développement* (pp. 225-294). Schémas de développement, politiques de croissance, problèmes de peuplement : c'est autour de ces trois axes que les auteurs ont groupé l'essentiel des questions abordées.

Pour les divers pays du Tiers Monde, le développement économique devient l'élément moteur de la politique et de la prise de conscience de la nation, particulièrement dans la période postcoloniale. Mais ils se trouvent tellement imbriqués dans les circuits internationaux de l'économie mondiale, que leurs efforts pour augmenter une croissance équilibrée avec les exigences de l'environnement posent le plus souvent un cruel dilemme : s'aliéner davantage pour se procurer rapidement les ressources indispensables, ou secouer le joug de la dépendance avec le risque d'aggraver encore les précaires conditions de vie... Car le capital est menacé : la croissance des années 1950-1960 fut largement rendue possible par les lourds emprunts faits à l'étranger et pesant maintenant sur la dette publique du Tiers Monde, laquelle est ainsi passée en 7 ans de 20 à 50 milliards de dollars. Compte tenu des dettes contractées du chef d'investissements étrangers privés, beaucoup de pays — en Amérique latine en particulier — doivent retrancher chaque année un quart des gains provenant du commerce extérieur, uniquement pour payer les intérêts de leur dette ! Mais le commerce lui aussi est en péril : les matières premières continuent à constituer deux tiers des exportations de ces pays ; fibres textiles, caoutchouc et autres éprouvent les répercussions de la concurrence des produits synthétiques (le pétrole serait ici l'exception qui confirme la règle, et l'on sait comment le Tiers Monde entend l'« exploiter ») ; les produits alimentaires de leur côté se heurtent à la barrière douanière protectrice à leur entrée en pays développés... Quant à la technologie, largement reprise sous gestion étrangère des pays riches, elle est de ce fait fondée sur une combinaison de facteurs de production qui ne correspond pas nécessairement aux conditions locales et ne parvient pas à freiner l'accroissement permanent du chômage. Le déséquilibre économique et la pression sociale surgissent alors, suscitant, notamment dans les zones urbaines, des questions troublantes relatives à la justice sociale et à la qualité de la vie.

Des remèdes sont sans doute possibles, mais ils exigent au plan national et international des dispositions nouvelles : au plan national, il faut renoncer à une complaisance ridicule à l'égard de l'économie de marché et à l'hypothèse selon laquelle des villes agréables et humaines, comportant une combinaison adéquate de classes et un équilibre social latent, peuvent naître de spéculations foncières sans régulation : politique d'occupation des sols et des logements, création de pôles de croissance régionaux, rationalisation des transports, mais plus encore politique de l'emploi garantissant la disponibilité d'un travail convenable, première condition de dignité et de bonheur humain — tels seraient les premiers principes de sagesse. Or le coût de ces politiques — en argent et en qualification — dépasse souvent les capacités financières de beaucoup de pays en voie de développement. C'est dire que l'adoption d'une technologie adéquate exige une stratégie et un effort soutenus de la part de la planète tout entière.

Or pareil système planétaire conçu comme une unique communauté humaine créatrice et responsable est encore à naître. Et il y a plus ici que le grossier égoïsme des riches vis-à-vis des pauvres ! On se heurte en effet au paradoxe que représente le rôle de la *nation* dans le monde moderne : apparue historiquement comme l'institution la plus importante, elle est devenue pour les pays

du Tiers Monde le symbole le plus profond de leur libération de l'esclavage, l'unique base de dignité, d'identité et de volonté politique active sur lesquelles ils puissent fonder leur urgent besoin de réalisation et de développement. Or il faudrait corriger cette vision trop étroite par le principe de la très large interdépendance physique et technique des peuples. Nous en sommes encore trop souvent à la prise de décision séparée, alors qu'il serait urgent de combiner la conception de l'unité et de l'interdépendance essentielle de la technosphère et de la biosphère, avec la souveraineté de plus de 130 gouvernements qui ont chacun une conscience aiguë de leur individualité nationale.

Cet *Ordre planétaire* est l'objet de la dernière section (pp. 295-342) de ce remarquable ouvrage dont le titre exprime si fortement la thèse : *Nous n'avons qu'une Terre !* Partage de la biosphère où l'interdépendance planétaire est si manifeste et exige désormais la faculté d'une prise de décision et d'une gestion globale des intérêts du monde : la commune utilisation de l'atmosphère, de l'océan, des ressources exige des conventions, des engagements, des concertations précises et loyales pour que la notion de responsabilité devienne un fait et une norme d'action. Mais coexistence aussi au niveau de la technosphère, c'est-à-dire ce système mondial d'innovation technologique, d'investissements et d'échanges, qu'il s'agit d'aménager de façon à tenir compte de l'interdépendance des nations et de ce qui en constitue le fondement, la communauté de l'espèce humaine. Si la science, les marchés, les égoïsmes nationaux sont largement responsables de la situation inquiétante de la planète, leur orientation récente nous fait accéder pourtant à une connaissance plus profonde et plus largement partagée de l'unité de notre environnement : « ils nous montrent une tendance plus coopérative et distributive de notre économie et de nos politiques de souveraineté ; ils nous induisent à une loyauté plus grande qui doit transcender l'obéissance traditionnelle et limitée des tribus et des peuples ». Tels sont désormais les impératifs, mais aussi les dispositions naissantes de la coexistence universelle. Lucidité, responsabilité, loyauté fondamentale à l'égard de la planète Terre, si intensément belle et vulnérable, ce « village global » qui abrite la collectivité humaine, cette « écouménopole » en étroite interdépendance, qui dès à présent a vaincu la distance spatiale : c'est là le devoir nouveau qui sourd à la conscience moderne et que les Nations Unies ont essayé de préciser à Stockholm, au mois de juin 1972, en en détaillant les circonstances et les exigences.

Dans le même esprit, *Nous n'avons qu'une Terre*, le livre de Barbara Ward et René Dubos, formule avec précision, mesure et objectivité les problèmes que posent les limitations de notre vaisseau spatial : il le fait sans pessimisme apocalyptique. Essayant de définir les modèles de comportement collectif qui permettent aux civilisations de continuer à s'épanouir dans le respect réciproque et la complémentarité, l'ouvrage est un dossier impressionnant : les données sont

proposées avec netteté et vulgarisées sans recourir au jargon hermétique des différentes disciplines ; les équilibres systémiques sont esquissés qui en présentent les liaisons intimes ; les éléments d'une éthique de l'écologie humaine sont courageusement suggérés. Il s'agit d'un très grand livre, et tout à fait actuel. Il est à lire par qui veut vivre en responsable l'évolution présente du monde ; par ceux-là notamment qui, d'une manière ou l'autre, ont mission d'éduquer les citoyens de ce monde fraternel en devenir, que Teilhard appelait la Noosphère. Et quel milieu de germination n'offre-t-il pas à un message chrétien ? !

B - 1348 Louvain-la-Neuve
B.P. Galilée 182

Edouard BONÉ, S.J.
Professeur à l'Université Catholique
de Louvain

7. Sur le problème de l'environnement, on pourra lire : *La Nature, problème politique*, dans *Recherches et Débats* 72, DDB, 1971 ; E. L. BONÉ, *Le problème de l'environnement. Autour d'un colloque*, dans *Rev. Théol. Louv.* 3 (1972) 311-326 ; *Débat sur la socialisation de la Nature*, dans *Projet*, n. 66, juin 1972 ; G.-E. BOURGOIGNIE, etc., *Perspectives en écologie humaine*, Ed. Universitaires, 1972 (abondante bibliographie).